

RÉGIONAL

ACJ

AFRICA CREATES JOBS

2021

ATELIERS VIRTUELS

22-23 SEP

AFRIQUE AUSTRALE



Atelier ACJ Afrique Australe

“Compétences et emplois pour la croissance économique de l'Afrique Australe”.

22 & 23 Septembre 2021, 10h00 – 13h00 (SAST)

Rapport

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement



Supported by

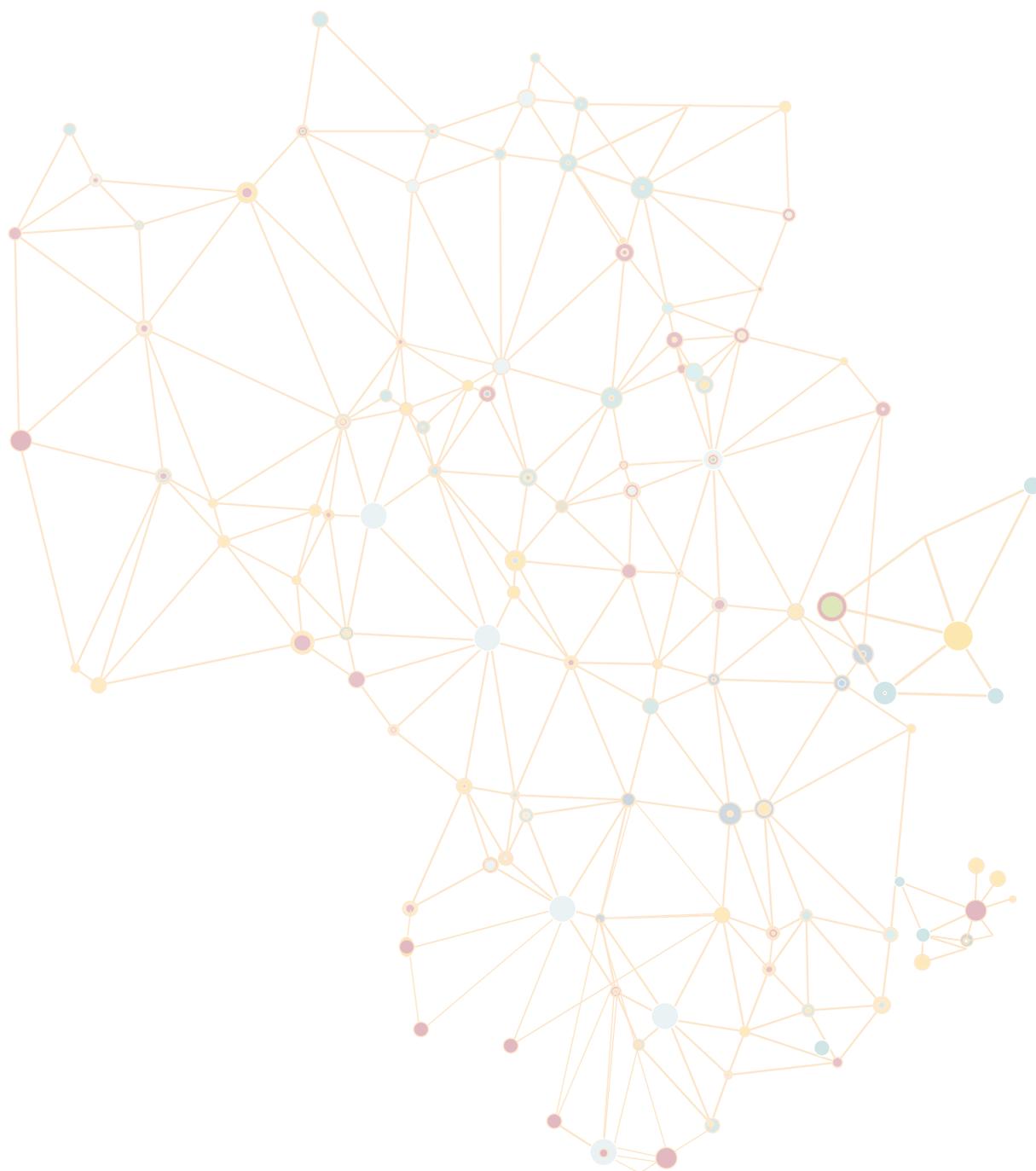


REMERCIEMENTS

LA CUA et l'AUDA-NEPAD tiennent à exprimer leur reconnaissance et leur gratitude au cabinet-conseil STRATÉGIES! pour l'appui technique apporté à l'élaboration de ce rapport, ainsi qu'aux représentants de la GIZ qui ont aidé à la création dudit rapport.

Auteurs

Cabinet-conseil STRATEGIES!
Kah Walla



1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'initiative Compétences Pour l'Afrique (connu par son acronyme en anglais, SIFA), en collaboration avec ses partenaires, la Commission de l'Union africaine (AUC) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), a organisé la conférence régionale de l'Afrique Australe sur « **L'Afrique crée des emplois (Africa Creates Jobs – ACJ)** » les 22 et 23 septembre 2021. Parmi les autres partenaires clés figurait Business Unity South Africa (BUSA) et l'UNESCO en tant que partenaire de la Southern African Development Community (SADC).

Cinq ateliers régionaux en ligne seront organisés et serviront de prélude à la conférence continentale « **L'Afrique crée des emplois** » qui se tiendra en novembre 2021. L'atelier régional d'Afrique Australe était le quatrième des cinq ateliers régionaux, les précédents ayant eu lieu pour l'Afrique de l'Est les 16 et 17 août 2021, pour l'Afrique de l'Ouest les 26 et 27 août 2021 et pour l'Afrique centrale les 2 et 3 septembre 2021.

1.1. Objectif des ateliers

Les cinq ateliers régionaux-ACJ ont pour but de réunir les principales parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et d'autres partenaires sociaux pour examiner les données et les informations recueillies par le biais d'une série d'études. Il s'agissait notamment d'études macroéconomiques menées par le projet SIFA dans cinq pays et d'évaluations rapides des compétences dans huit pays. Les sessions de l'atelier visent en outre à créer une plateforme de dialogue au niveau régional où les diverses parties prenantes peuvent s'engager sur des solutions et des recommandations possibles. Les discussions ont mis l'accent sur le renforcement du système de développement des compétences et l'augmentation des perspectives d'emploi (indépendant) des jeunes dans la région, dans le contexte des résultats.

1.2. L'Atelier Continental « L'Afrique crée des emplois »

L'atelier continental « L'Afrique crée des emplois » se tiendra en Novembre 2021. Le thème de la plateforme de dialogue continental de cette année est « **Conduire un programme de compétences et d'emplois réactif et agile pour la croissance économique de la jeunesse africaine** ». Ce thème permettra aux principales parties prenantes d'explorer comment la croissance envisagée par l'Afrique, telle qu'articulée dans la Zone de libre-échange africaine (ZLEA), dans un environnement COVID-19, peut répondre à la demande de compétences pour plus de 20 millions d'emplois dont le continent a besoin chaque année.

Les informations issues des ateliers régionaux sont destinées à guider les décisions d'investissement des États membres dans l'identification des sous-secteurs susceptibles de stimuler l'emploi. Les enseignements tirés au niveau régional seront agrégés pour alimenter l'atelier continental en novembre 2021.



2. PARTICIPANT/ES À L'ATELIER

Une soixantaine de personnes ont participé à la discussion en ligne sur l'Afrique australe, issues du monde des affaires, de l'enseignement supérieur, de l'EFTP et des écoles secondaires, de la société civile, des organisations de jeunesse et des décideurs politiques.

3. APERÇU DE L'ATELIER RÉGIONAL EN LIGNE POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

L'atelier a été programmé en deux sessions de trois heures sur une période de deux jours.

3.1. Compte-rendu du Jour 1

Session d'ouverture

Le premier jour a débuté avec les remarques de bienvenue des personnalités et la description du cadre de l'atelier. Vous trouverez ci-dessous quelques citations tirées de leurs interventions :

- **Mr. Cas Coovadia**, PDG, Business Unity South Africa (BUSA) : *“Nous devons tirer les leçons de nos expériences, trouver des solutions rapides et durables pour créer un environnement favorable qui attire les investissements locaux et mondiaux, afin de lutter durablement contre la pauvreté et pour la création d'emplois en Afrique Australe.”*
- **Mme. Carolyn Medel-Anonuevo**, Chef de l'unité éducation, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe : *“Pour nous, le bureau régional de l'UNESCO et la SADC, nous essayons maintenant de faire en sorte que les États membres discutent de l'importance des politiques d'EFTP et des partenariats avec le secteur privé.”*
- **Dr. Monica Idinoba**, Agent Scientifique Principal - Ressources Humaines, Science et Technologie, AUC : *“Seulement 3 millions d'emplois sont créés par nos économies chaque année, ce qui représente un très grand manque à gagner. Et c'est un problème auquel nous devons nous attaquer de toute urgence. Nos efforts collectifs doivent être orientés vers le développement d'une main-d'œuvre hautement éduquée, qualifiée, créative et innovante afin d'être compétitive au 21ème siècle.”*

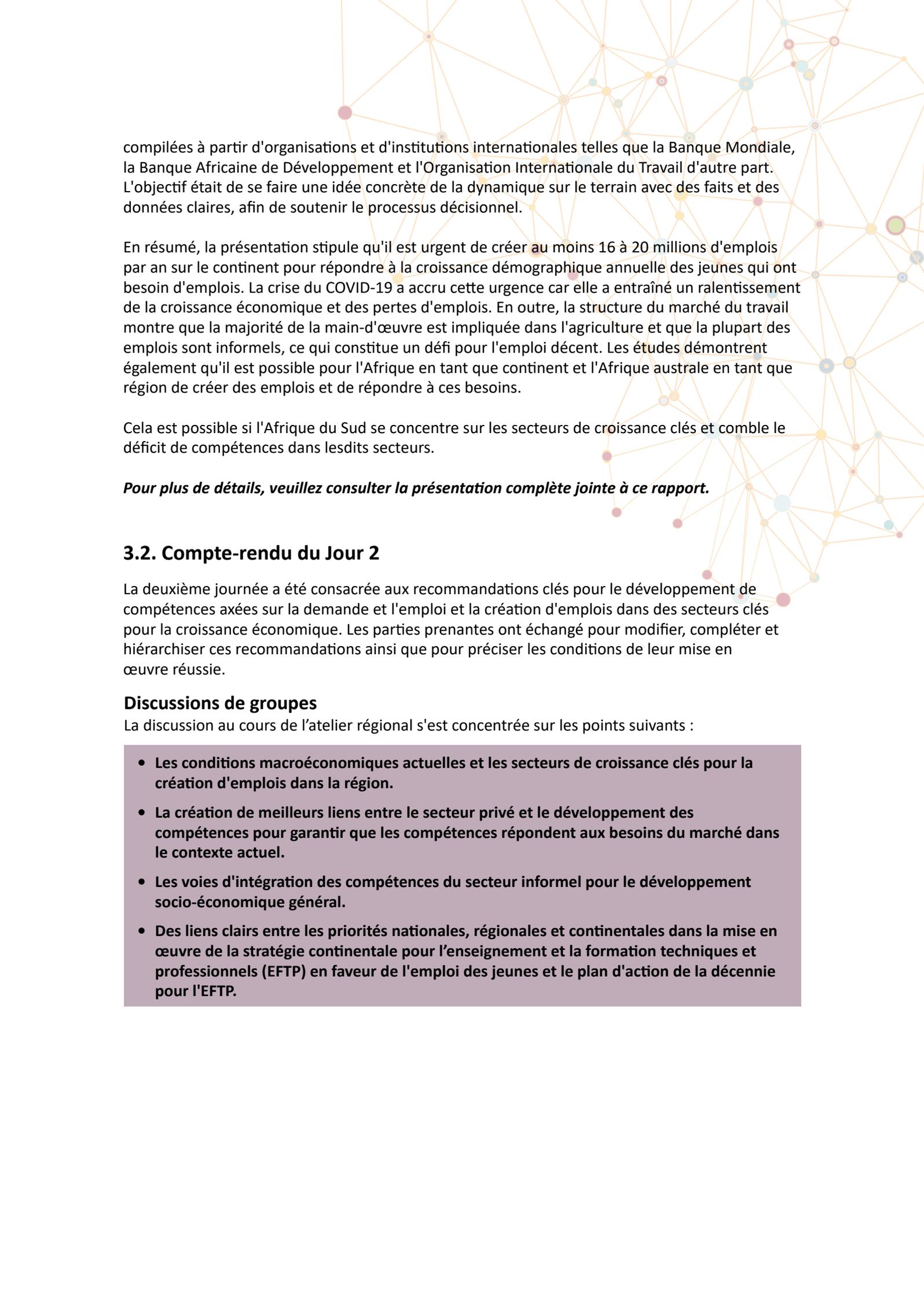
Mise en contexte : Tendances macroéconomiques¹

Le reste de la session s'est concentré sur la présentation des tendances macroéconomiques aux niveaux continental et régional. Le principal document présenté était un résumé de l'analyse macro-économique et des rapports d'évaluation rapide des compétences qui ont été entrepris par SIFA dans 8 États membres de l'Union africaine, avec des scénarios possibles du potentiel de croissance de l'emploi dans les secteurs productifs nationaux d'une part, et des tendances²

¹ Les études sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://www.nepad.org/publications>

² Les tendances compilées entre autres des études et rapports ci-dessous :

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_775883.pdf
- https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/AfCFTA-youth_FINAL_PRINT_3.pdf
- https://www.uneca.org/sites/default/files/SROs/North-Africa/best-practices-in-job-creation-in-africa_uneca_202105.pdf
- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_795453.pdf
- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_771731.pdf
- <https://countryeconomy.com/>
- <https://hsf.org.za/publications/hsf-briefs/the-southern-african-development-community-i-population>
- <https://www.oecd.org/publications/africa-s-development-dynamics-2018-9789264302501-en.htm>



compilées à partir d'organisations et d'institutions internationales telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Organisation Internationale du Travail d'autre part. L'objectif était de se faire une idée concrète de la dynamique sur le terrain avec des faits et des données claires, afin de soutenir le processus décisionnel.

En résumé, la présentation stipule qu'il est urgent de créer au moins 16 à 20 millions d'emplois par an sur le continent pour répondre à la croissance démographique annuelle des jeunes qui ont besoin d'emplois. La crise du COVID-19 a accru cette urgence car elle a entraîné un ralentissement de la croissance économique et des pertes d'emplois. En outre, la structure du marché du travail montre que la majorité de la main-d'œuvre est impliquée dans l'agriculture et que la plupart des emplois sont informels, ce qui constitue un défi pour l'emploi décent. Les études démontrent également qu'il est possible pour l'Afrique en tant que continent et l'Afrique australe en tant que région de créer des emplois et de répondre à ces besoins.

Cela est possible si l'Afrique du Sud se concentre sur les secteurs de croissance clés et comble le déficit de compétences dans lesdits secteurs.

Pour plus de détails, veuillez consulter la présentation complète jointe à ce rapport.

3.2. Compte-rendu du Jour 2

La deuxième journée a été consacrée aux recommandations clés pour le développement de compétences axées sur la demande et l'emploi et la création d'emplois dans des secteurs clés pour la croissance économique. Les parties prenantes ont échangé pour modifier, compléter et hiérarchiser ces recommandations ainsi que pour préciser les conditions de leur mise en œuvre réussie.

Discussions de groupes

La discussion au cours de l'atelier régional s'est concentrée sur les points suivants :

- **Les conditions macroéconomiques actuelles et les secteurs de croissance clés pour la création d'emplois dans la région.**
- **La création de meilleurs liens entre le secteur privé et le développement des compétences pour garantir que les compétences répondent aux besoins du marché dans le contexte actuel.**
- **Les voies d'intégration des compétences du secteur informel pour le développement socio-économique général.**
- **Des liens clairs entre les priorités nationales, régionales et continentales dans la mise en œuvre de la stratégie continentale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en faveur de l'emploi des jeunes et le plan d'action de la décennie pour l'EFTP.**

Les questions clés suivantes ont été abordées:

- **Quels sont les secteurs clés de l'économie qui peuvent assurer la croissance et créer des emplois ?**
- **Quelles sont les compétences nécessaires pour stimuler la croissance et la compétitivité dans ces secteurs ?**
- **Quels sont les liens, les politiques et les pratiques nécessaires pour créer la synergie entre les parties prenantes publiques et privées afin de saisir ces opportunités ?**
- **Quelles sont les principales leçons à tirer de l'expérience de la SADC pour faciliter la croissance économique et la création d'emplois ?**

Résultats des discussions de groupe

Dans trois groupes différents et en plénière, les participant/es ont discuté et formulé les recommandations finales ci-dessous qui seront envoyées comme contribution à l'événement Continental « L'Afrique crée des emplois » pour l'année 2021. Bien que le tableau ci-dessous reflète les actions/interventions appropriées à des groupes de parties prenantes spécifiques, l'atelier a réitéré la nécessité d'une collaboration cohérente entre les parties prenantes pour faire avancer efficacement ces recommandations.



	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences et créer des emplois			
Niveau National	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des partenariats solides avec le secteur privé pour. <ul style="list-style-type: none"> » Des stages » Améliorer la qualité de la formation dispensée par le secteur de l'EFTP. • Mettre en place un conseil consultatif qui se réunit tous les trimestres pour examiner l'alignement sur les besoins du secteur privé. • Intégrer les TIC dans l'EFTP <ul style="list-style-type: none"> » Collecte de données (suivi du type d'équipement disponible/besoin). » Suivi du contenu • Mettre à jour et aligner les programmes d'études sur les besoins du secteur privé. <ul style="list-style-type: none"> » Mettre l'accent sur les programmes basés sur les compétences. » Utiliser des images • Pour les enseignants <ul style="list-style-type: none"> » Formation continue des enseignants. » Fournir aux enseignants une expérience technique. • Impliquer les professionnels dans le processus de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les financements existants (taxes et prélèvements pour les compétences) pour favoriser la requalification ou l'amélioration des compétences, avec le soutien du gouvernement. <ul style="list-style-type: none"> » Bonne pratique : Modèle existant en Afrique du Sud - Les entreprises utilisent des allègements fiscaux pour les systèmes de formation virtuelle. Elles fournissent des indemnités aux stagiaires et ont un programme de formation à la vente pour des produits spécifiques que les stagiaires peuvent choisir d'apprendre à vendre. • CISCO sera en mesure de couvrir des programmes de formation virtuels pour les compétences numériques (toute la SADC) - Avec une certification reconnue mondialement (nécessité d'avoir une plateforme sécurisée) - Possibilité de travailler avec BUSA et le gouvernement. <ul style="list-style-type: none"> » SIFA (Cheryl James) fera un suivi pour voir comment cette initiative peut être coordonnée. • Utiliser les temps d'arrêt des entreprises pour faciliter l'accès des employés et autres stagiaires aux infrastructures de formation en ligne (appareils et données). • Utiliser les financements existants (ex: SETA en Afrique du Sud) pour restructurer l'apprentissage des compétences et l'orientation vers le développement des entreprises, des carrières, de la formation professionnelle. Le faire en partenariat avec les universités, le secteur privé, le secteur EFTP, les associations de jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendre la main au secteur privé - plate-forme de discussion. • Être plus stratégique dans l'obtention de financements auprès d'organisations internationales (pour l'amélioration des compétences dans l'EFTP). • Développer de bonnes et solides stratégies d'EFTP (en tenant compte du genre, de la durabilité, des TIC, etc.) afin de négocier avec les bailleurs de fonds. • S'assurer que des personnes qualifiées travaillent dans l'EFTP (constat : l'EFTP est mal géré par le gouvernement). • Considérer l'EFTP comme un levier stratégique. • Étendre le financement de la recherche pour inclure les secteurs formel et informel. • Les gouvernements doivent développer un cadre de programmes d'enseignement agile, capable de changer et de s'adapter aux compétences liées à la demande. • Encourager la mise à niveau et la requalification du personnel enseignant à tous les niveaux. • Envisager la nécessité de défendre fermement l'EFTP et d'appliquer des modèles de financement innovants. • Rétablir les programmes d'apprentissage en partenariat avec : <ul style="list-style-type: none"> » Le secteur privé - faciliter les apprentissages et la transition vers l'emploi » Le secteur informel - structurer et formaliser les apprentissages. Certifier les compétences et passer progressivement au formel.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences et créer des emplois			
Niveau National		<ul style="list-style-type: none"> • Modèle existant : L'Afrique du Sud dispose d'un financement durable pour l'EFTP - Le coût des forfaits de données et de la connectivité dans la région constitue un défi. Comment peut-on s'assurer que l'EFTP est financé de manière durable? <ul style="list-style-type: none"> » Gouvernement : Développer des politiques d'incitation pour les entreprises privées qui fournissent ces datas (par exemple, des allègements fiscaux). » Fournisseurs d'accès à Internet : Une opportunité de développer leur marché en fournissant les données à un taux plus bas. » Secteur privé : Investir durablement dans la formation de la future main-d'œuvre (fonds pour la formation) » Dans un partenariat entre le gouvernement et les entreprises privées (PPP) » Créer des programmes de formation par les associations d'entreprises (associations sectorielles ou générales) » Les EFTP : Mettre à jour les programmes afin de les adapter aux demandes du marché. » Lors de l'élaboration du budget (adressé aux pouvoirs publics), indiquer ce qui est important (par exemple, le besoin de forfaits de données, d'Internet). Modèle existant : Obligations de licence - Garantie d'une connectivité gratuite aux écoles. 	

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences et créer des emplois			
Niveau Régional	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir un cadre d'EFTP sensible au genre. Harmoniser la formation avec les secteurs en expansion des différents pays afin de faciliter la mobilité des travailleurs dans la région. Développer des programmes d'échanges réguliers entre l'EFTP et l'industrie. Promouvoir les centres de spécialisation - en ciblant les compétences nécessaires dans la communauté où se trouvent les EFTP et en s'intéressant également aux secteurs en croissance dans la région. 	<p><u>Exemples de bonnes pratiques en Afrique australe</u></p> <ul style="list-style-type: none"> CISCO offre une plateforme pour le partage d'expériences sur l'EFTP <ul style="list-style-type: none"> » Apprentissage et gestion des connaissances » Présentation PowerPoint » Formation de conférencier Portail ASPYEE La SADC organise régulièrement des réunions sur le partage des meilleures pratiques - la prochaine réunion aura lieu fin octobre. 	<p><u>Mesures à prendre par la SADC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Développer une norme, afin que toute personne passant par l'EFTP en Afrique australe puisse être formée, certifiée et travailler même en dehors de son pays - Cela pourrait faciliter la mobilité des travailleurs. Mettre en place une plateforme pour le partage d'expérience entre les experts de l'EFTP - perspectives locales à globales. Mettre en place une plateforme pour promouvoir les meilleures pratiques des pays. Suivre et réviser le cadre stratégique (accessible ici) pour le développement de l'EFTP (2018 - 2027) et l'adapter régulièrement. <p><u>Mesures à prendre par l'UA</u></p> <ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur le travail effectué par les Communautés Economiques et Régionales sur l'EFTP pour ajuster la stratégie continentale.
Ce que le gouvernement pourrait faire concernant le secteur informel			
<p><u>A la fois au niveau régional et au niveau national :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la numérisation : par exemple, améliorer la visibilité des événements sociaux pour la mise en réseau - pour partager les meilleures pratiques sur la façon de passer de l'informel au formel. Soutenir le secteur informel dans le suivi de sa productivité. Créer des incitations pour aider le secteur informel à assurer la protection de la sécurité sociale des employés. Nécessité de s'assurer que le secteur informel est inclus / informé des programmes et que les canaux d'information qui lui sont destinés sont clairs : ceci pourrait être soutenu par une campagne de terrain. Investir dans le renforcement des capacités des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs) pour les aider à se développer et à passer de l'économie informelle à l'économie formelle - Il est prouvé que le renforcement des capacités des MPMEs est plus important que l'accès au financement. <p><u>Mesures à prendre par l'UA & SADC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser des activités virtuelles de mise en réseau. Créer des plates-formes où les gens peuvent partager ce qu'ils font et les meilleures pratiques. 			

Vous pouvez trouver les résultats complets dans le document ci-joint.

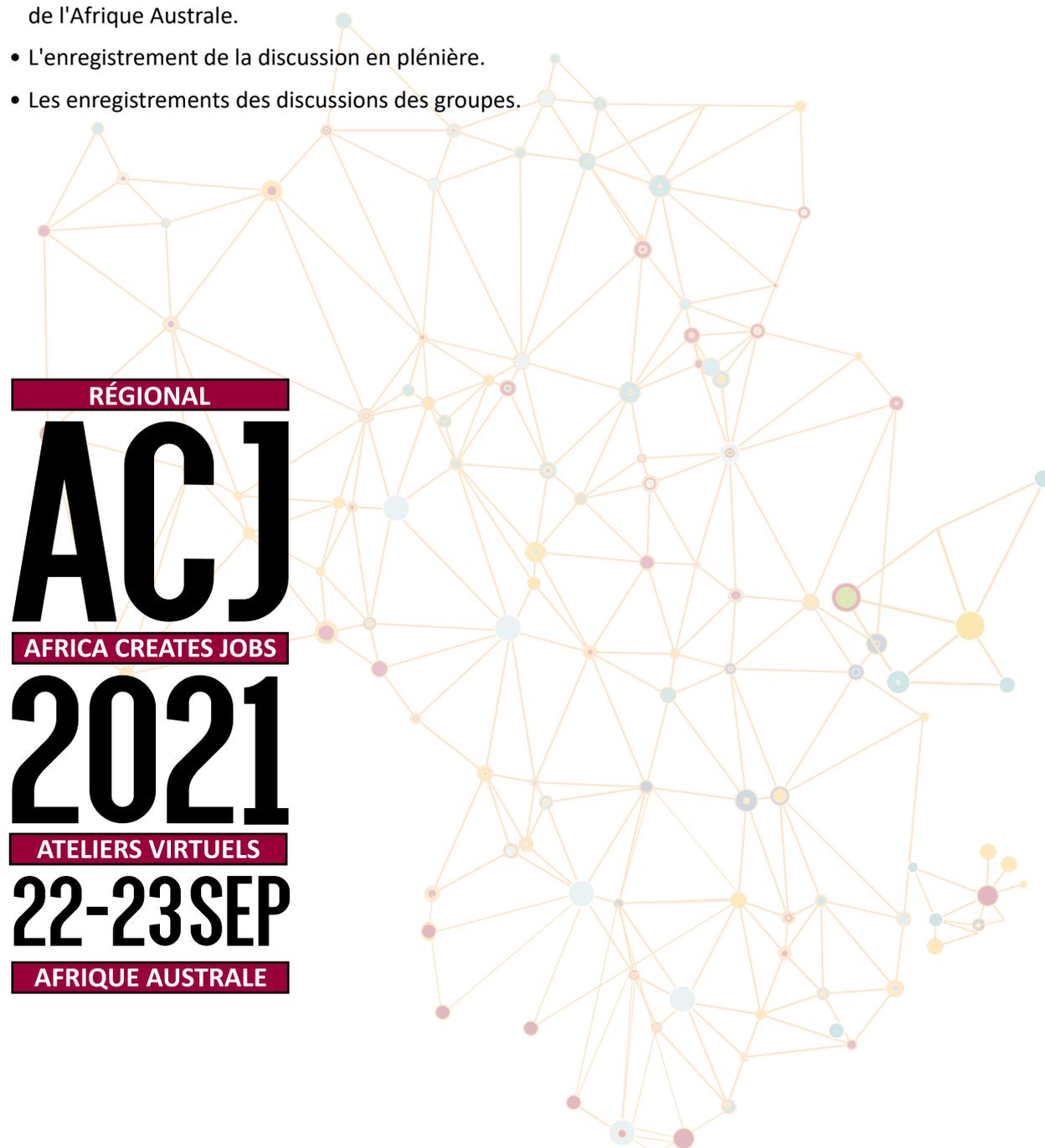
4. CONCLUSION

L'atelier régional d'Afrique Australe a bénéficié d'un haut niveau d'engagement de la part des divers participant/es.

Les résultats des études macroéconomiques et de l'évaluation rapide des compétences dans le contexte de la crise du COVID-19 ont été présentés aux participant/es. Ils ont discuté de l'emploi dans le secteur informel ainsi que des recommandations clés qui ont été formulées pour la création d'emplois et le développement des compétences dans la région. Les résultats de cette discussion ont été saisis pour être fusionnés avec les résultats des autres ateliers régionaux et alimenter l'atelier continental.

ANNEXES

- La présentation sur les tendances macro-économiques et régionales dans la région de l'Afrique Australe.
- L'enregistrement de la discussion en plénière.
- Les enregistrements des discussions des groupes.



Ce rapport est publié par la SIFA, l'Initiative compétences pour l'Afrique, une initiative de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD).

Contact : Unami Mpofu, adresse mail : UnamiM@nepad.org
<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>

La SIFA est soutenue par :

L'Association allemande pour la coopération internationale (GIZ) GmbH
L'Organisation internationale du travail
La Fondation européenne pour la formation

La SIFA est cofinancée par :

Le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
L'Union européenne

Exonération de responsabilité

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité de la GIZ et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE ou du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement.

